

« La complicité européenne dans le génocide à Gaza remonte à la Shoah »

Historien israélo-américain spécialiste de l'Holocauste, Omer Bartov analyse dans son dernier livre comment et pourquoi Israël se livre dans la bande de Gaza à divers crimes, dont celui de génocide.

ENTRETIEN
BAUDOUIN LOOS

Omer Bartov est un homme inquiet. Pour l'avenir de son pays natal, Israël, qu'il ne reconnaît plus. Pour cet historien spécialiste de la Shoah installé aux Etats-Unis, le sionisme a comme perdu la raison. Apartheid, nettoyage ethnique, maintenant génocide, comment encore valider les actes de ceux qui s'en réclament ? A l'occasion de la sortie de son dernier livre traduit en français, *Israël. Une course vers l'abîme*, nous avons rencontré l'essayiste à Bruxelles.

Vous figurez parmi les experts qui estiment qu'Israël a commis un génocide à Gaza. Vous croyez donc à l'intentionnalité des crimes commis ?

Les experts qui vont dans ce sens sont, je crois, maintenant majoritaires. Il faut se fonder sur la définition de la Convention de 1948 pour la prévention et punition du crime de génocide, la seule qui compte en droit international : un génocide est un acte commis avec l'intention de détruire tout ou une partie d'un groupe particulier, national, ethnique, religieux ou racial. Il y a deux choses à prouver : l'intention et la mise en œuvre. Dans le cas de Gaza, après l'attaque du Hamas du 7-October, il y a eu beaucoup d'interventions exprimant cette intention par des dirigeants politiques israéliens. Peut-être que le plus important provint de Yoav Gallant, alors ministre de la Défense, qui annonça qu'il n'y aurait « plus de nourriture, plus d'eau, plus d'électricité », qu'ils étaient « des animaux humains » et qu'ils seraient « traités comme tels ». La seconde fut faite par le Premier ministre Netanyahu, « Souvenez-vous de ce qu'Amalek vous a fait ! », ce que tout le monde en Israël comprend, puisque dans les textes bibliques, l'attaque d'Amalek contre les Israélites fut suivie d'une réponse demandée par Dieu de tuer les troupeaux, les hommes, les femmes et les enfants. Voilà pour l'intention. Le mode opératoire d'Israël, entre novembre 2023 et mai 2024, indiquait qu'il y avait bien une politique délibérée d'anéantissement des infrastructures, des logements, des écoles, des universités, des mosquées, des musées, des archives, des installations électriques et de traitement des eaux, des terres agricoles, donc de tout ce que rend possible la vie pour une population dans un territoire et que tout était fait pour rendre ce territoire invivable. Voilà ce qui prouve que l'intention de détruire le groupe ethnique palestinien, tout ou en partie, était de fait mise en œuvre.

Comment expliquer la complicité des dirigeants du monde occidental ? Personne ne peut dire, surtout maintenant : « On ne savait pas. »
J'ai encore entendu un politicien néerlandais hier assenant que si c'est un génocide, eh bien, ce serait à la Cour internationale de justice (CIJ) de le déterminer. Or la CIJ ne prend pas ses décisions sur le fond dans l'urgence, il y aura peut-être une décision dans quelques années affirmant qu'il y a eu génocide. C'est absurde ! Ce n'est pas du tout ce que la Convention sur le génocide dit. Elle existe pour la « prévention » et la punition des génocides. Elle s'applique à tous les Etats qui l'ont signée, dont les Etats-Unis et Israël, qui doivent agir si un génocide est « sur le point » de se produire. Tout cela me fait penser qu'on assiste sans doute à la réussite d'un génocide

On assiste sans doute à la réussite d'un génocide de l'ère moderne, notamment car il a été facilité par les pays comme les Etats-Unis et les Européens

”

de l'ère moderne, notamment car il a été facilité par les pays comme les Etats-Unis et les Européens, qui non seulement ne l'ont pas empêché, mais n'ont pas cessé de fournir une assistance militaire, économique et politique à Israël. La raison principale de la complicité reste ce lancinant sentiment de culpabilité européenne concernant la Shoah. Israël en soi a été perçu comme la réponse à ce génocide et doit donc être protégé et assisté. Cela rend difficile pour ces dirigeants européens d'admettre qu'Israël est en train de commettre un génocide. Il y a cette tendance à dire que si cela ne ressemble pas à la Shoah, ça ne peut être un génocide. Un autre élément consiste à menacer : si vous accusez Israël, c'est que vous devez être antisémite, vous voulez ternir la réputation d'Israël en l'accusant de faire ce qui a été fait aux Juifs. Israël en a fait un immense capital politique. Et Netanyahu utilise habilement cet argument, et peut compter sur la définition de l'antisémitisme donnée par l'Ihra (l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) qui donne onze exemples de propos antisémites, dont sept concernent Israël ! Donc, si vous faites une déclaration qui critique Israël ou le sionisme, vous êtes antisémite... La vaste majorité des dirigeants, intellectuels ou influenceurs européens ne veulent pas courir ce risque.

Depuis plus de 50 ans, la mémoire de la Shoah est peu à peu devenue comme une seconde religion en Israël. Or vous dites que le 7-October a été vécu comme un retour de la Shoah par beaucoup d'Israéliens...
En effet, la Shoah est devenue partie intégrante d'une société israélienne divisée en maints groupes hostiles les uns vis-à-vis des autres (Ashkénazes/Mizharim, religieux/laïcs, périphérie/centre, etc.), mais unis par une chose : la Shoah. Pas celle qui s'est produite, qu'on commémore, mais celle qui serait sur le point d'arriver. Alors qu'Israël est devenu une puissance militaire qui ne peut pas être vaincue par ses voisins, jamais la menace d'une nouvelle Shoah n'y a été aussi prégnante. Que craint donc le pays qui dispose d'une des meilleures armées du monde ? Ma réponse : cette crainte s'explique par la manipulation du public israélien pour

Omer Bartov

Omer Bartov est né en Israël en 1954 dans une famille juive originaire de Pologne, installée au kibboutz Ein HaHoreh. Il a passé quatre ans à l'armée, notamment lors de la guerre de 1973. Après des études à l'Université de Tel-Aviv puis au St. Antony's College d'Oxford, il se spécialise dans l'étude de la Shoah. Il a d'abord été chercheur à Harvard, puis enseignant à l'université Rutgers, et travaille à l'Université de Brown (Providence) depuis 2000. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le dernier en date, *Israël. Une course vers l'abîme*, est disponible en français. B.L.



Israël. Une course vers l'abîme
OMER BARTOV
Seuil,
2026, 288 p.

lui faire admettre des choses injustifiables. Depuis 1967, Israël est devenu un pays avec une moitié de Juifs et une moitié de Palestiniens. Ces derniers sont soit de nationalité israélienne et ont moins de droits que les Juifs, soit ils peuplent les territoires occupés et n'ont aucun droit. Comment justifier ça ? Par une menace existentielle ! Qui d'autre poserait cette menace ? Un autre élément intervient. Les pays qui ont une histoire coloniale s'en souviennent. A l'époque, les autochtones étaient traités comme des êtres inférieurs et lorsqu'ils se soulevaient et massacraient des Blancs, le réflexe était de se dire : nous n'avons d'autre choix que d'exterminer ces brutes. Ce sentiment a été très perceptible en Israël après le 7-October. Et à travers toute la société, pas juste les dirigeants extrémistes. La rage après le meurtre de plus de 800 civils, un horrible crime contre l'humanité, a donné un blanc-seing au gouvernement. Certaines personnes pensaient que ce gouvernement profiterait d'une occasion pour procéder à un nettoyage ethnique. Mais personne n'imaginait qu'Israël bénéficierait d'un feu vert extérieur pour le faire. On pensait que les alliés américain et européens diraient vite qu'il fallait arrêter. Cet aval tacite a créé une dynamique

ABONNÉS



« Il faut en finir avec le sionisme tel qu'il existe aujourd'hui »
Lisez la deuxième partie de cet entretien sur notre application ou lesoir.be



Pour l'historien Omer Bartov, « l'aval tacite des alliés américain et européens au génocide à Gaza a créé une dynamique d'impunité » en Israël. © PIERRE-YVES THIENPONT.